

Les Afghans de France se mobilisent pour leurs familles

Plus de 1 500 Afghans ont été exfiltrés vers Paris depuis le 15 août.

De nombreux Afghans de France ont entrepris des démarches pour tenter de faire venir leurs proches restés au pays.

Alors que la France a annoncé avoir exfiltré vers Paris plus de 1 500 Afghans depuis l'arrivée des talibans à Kaboul le 15 août, un haut diplomate français vient d'annoncer que si les États-Unis ne prolongent pas leur présence au-delà du 31 août, le pont aérien mis en place par la France devra s'achever... le jeudi 26 août.

Pour Mansoor, l'inquiétude est désormais indescriptible. Il cherche à faire sortir sa mère et sa femme. Comme des milliers d'Afghans, il a contacté la plateforme du ministère des affaires étrangères pour identifier les personnes à évacuer vers la France. « J'ai appelé, j'ai envoyé des mails avec toutes les informations mais je n'ai eu aucune réponse. Rien. » Menacé, Mansoor a quitté son pays en 2010 et, au bout de deux ans de voyage, il est parvenu en France, où il a obtenu l'asile politique en 2011. Aujourd'hui, il fait partie des quelque 35 000 Afghans qui y sont réfugiés. En 2018, il a fait le voyage jusqu'au Pakistan pour se marier avec une compatriote. Un mariage reconnu par les autorités françaises, qui lui donne normalement le droit de faire venir sa femme au titre de la réunification familiale. Mais « depuis trois ans, ça n'avance pas, c'est bloqué ». Or, pour l'épouse de Mansoor, l'arrivée des talibans rend la situation critique. Dans le nord du pays, où elle habite avec la mère de Mansoor, « les talibans sont déjà venus deux fois pour demander où est l'homme de la maison », s'inquiète-t-elle. « S'ils voient qu'elle est seule, ils peuvent la prendre pour la marier de force. »

Massoud voudrait, lui, faire venir son père. Ancien collaborateur



Sur la place de la République à Paris, le 22 août, des manifestants protestent contre la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan. Stéphane de Sakutin/AFP

d'une entreprise américaine, il a fui son pays et est arrivé il y a un an en France, où il veut demander l'asile. Ses démarches pour l'instant n'ont pas abouti. Mais cela ne change rien à la terreur qu'il éprouve pour son père resté à Kaboul, qui a servi comme cuisinier pour les Américains. « Il est vraiment en danger », explique Massoud. Depuis le 15 août, son père a changé trois fois de domicile pour éviter d'être repéré. Et, en août, malgré les déclarations d'amnistie des talibans, quatre militaires afghans ont été pendus.

Shakiba, elle, est soulagée. Sa mère, ses trois frères et sa petite sœur viennent d'arriver à Paris. Au terme de presque une semaine de combat acharné. Installée en France depuis 2009, cette trentenaire, très investie dans les associations d'aide aux réfugiés, a appelé sa mère en panique dès le 15 août. Mais « ma mère était tellement traumatisée qu'elle n'a pas pu me parler

« Les talibans sont déjà venus deux fois pour demander où est l'homme de la maison. »

au téléphone. » Dans la famille de Shakiba, d'origine hazara, tout le monde a très peur du nouveau pouvoir. Son père, aujourd'hui décédé, a soutenu la résistance hazara pendant la première guerre contre les talibans. À cette époque, « ils ont décapité mon oncle et son corps a été dispersé aux quatre coins de son terrain agricole ». Traumatisée, la famille fuit en Iran, avant de revenir en 2003.

Le 16 août dernier, Shakiba poste un message de désespoir sur Facebook. Alice Barbe, directrice de l'association Singa, l'appelle alors pour lui proposer de participer à une cel-

lule d'urgence bénévole. Objectif : identifier des personnes menacées, les contacter et les faire sortir du pays. Activistes des droits de l'homme, artistes, universitaires... le ministère des affaires étrangères donne son accord pour 70 noms, dont la famille de Shakiba.

Tous sont invités à se rendre à la porte nord de l'aéroport. « Mais là-bas, il y avait tellement de monde qu'ils n'arrivaient pas à avancer », raconte-t-elle. « Ils sont restés quatre jours sous le soleil à 40 °C, compressés par la foule, à se partager les quelques vivres et bouteilles d'eau qu'ils avaient emportés. » Pour tenter de se signaler aux Français, certains déchirent leurs vêtements et bricolent un drapeau tricolore. On gonfle aussi des ballons jaunes qu'une maman avait emmenés pour occuper ses enfants. En vain. Heureusement, un cousin de Shakiba, employé dans les forces spéciales américaines, lui apprend que la porte sud-ouest est plus fluide. Au bout de deux heures de marche, le groupe, qui utilise la géolocalisation pour guider les égarés, parvient, après avoir dû traverser un petit canal, devant la porte. Mais là encore, il faut un signe distinctif. « On a mis en place trois signes dont des brassards en tissu couleur rose, un ballon jaune et le drapeau de la France », reprend Shakiba. Tout le monde finit par entrer sain et sauf à l'aéroport. À 2 h 30 du matin, le 24 août, la famille de Shakiba atterrit enfin à Paris.

Nathalie Birchém

repères

Les talibans restreignent les départs d'Afghans

Le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid a prévenu que les Afghans ne pourraient plus quitter le pays par avion et n'auront désormais plus accès à l'aéroport Hamid-Karzai de Kaboul. Seuls les ressortissants étrangers le pourront. Lors d'une conférence de presse ce

mardi, il a rappelé son opposition à la poursuite des opérations de rapatriement au-delà du 31 août.

Les chefs d'État du G7 devaient annoncer, mardi, une demande d'extension de la date limite du départ des forces étrangères d'Afghanistan, fixée au 31 août, afin de poursuivre les évacuations en cours à l'aéroport de Kaboul. Près de 50 000 étrangers et Afghans auraient fui par voie aérienne depuis la prise du

pouvoir par les talibans.

Dans son édition de mardi, le quotidien américain *The Washington Post* révèle que le directeur de l'agence du renseignement américain (CIA) William Burns s'est rendu à Kaboul lundi pour un entretien avec le cofondateur du mouvement taliban Abdul Ghani Baradar. Il s'agirait du plus haut niveau de rencontre entre États-Unis et les anciens insurgés depuis la chute de Kaboul.